

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)

419 route d'Epinal
Le Costet Beillard
88400 GERARDMER

Références : S-22-583RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement BLANCHIMENT DE XONRUPT (2) implanté 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 GERARDMER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)
- 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 GERARDMER
- Code AIOT dans GUN : 0006202240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est spécialisé dans l'enoblissement textile et la confection. Pour la partie enoblissement, il agit en tant que prestataire de service, à ce titre il traite des écrus qui ne lui appartiennent pas. C'est cette unique partie qui fait l'objet d'un classement ICPE et donc de la présente visite d'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 8.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Détection de gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.16	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prescriptions particulières aux installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 9.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Ventilation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 5	/	Sans objet
Implantation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.1	/	Sans objet
Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées font l'objet de mise en demeure. Ce rappel à la loi est assorti d'un délai de 3 mois pour mise en conformité. Pour autant, il est conseillé à l'exploitant d'agir sans tarder car certaines des non-conformités ont trait à la sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p>
Constats : L'inspection a constaté l'existence des éléments de sécurité listés et a constaté que la position ouverte ou fermée des organes de la chaînes de coupure est clairement identifiée (pour la partie test de la chaîne de coupure automatique, cf. constat lié à l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21/08/2008).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/08/2008, article 2.1.2
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pu présenter les consignes d'exploitation afférentes aux contrôles à effectuer dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- chaîne de coupure automatique de la chaudière (en lien avec l'article 2.13 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018) ;- ventilation du local chaufferie (notamment procédure à mettre en place lors de l'arrêt de production hivernal), en lien avec le constat fait au sujet de l'article 2.6 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 8.1
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Autosurveillance air : une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants cités à l'Article 3.2.4. est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans (...)</p> <p>autosurveillance eau : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.</p>
Constats : Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis son dernier rapport d'autosurveillance eau (établi par la société IRH suite à prélèvement des 16 et 17 mars 2022), qui ne fait pas état de non-conformité majeure. Les rejets aqueux du site sont ensuite traités par le GIE du Costet Beillard. Le dernier rapport d'autosurveillance air date du 29 décembre 2010 (transmis post visite d'inspection). L'inspection a donc constaté que l'échéance de trois ans n'a pas été respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.2
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des Substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité (...).</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur sont constamment tenus à jour.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses (...). Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans des plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : Les FDS sont normalement transmises par les fournisseurs ; pour autant, l'exploitant n'hésite pas solliciter ses fournisseurs quand les versions à jour des FDS ne sont pas transmises. Les FDS présentées étaient de date récente. <p>L'inventaire des stocks existe mais ne présente pas de quantitatif ; le responsable du site peut répondre à cette question oralement sur des ordres de grandeur.</p> <p>L'exploitant n'a pas établi le plan des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion ; par voie de conséquence il n'y a pas de signalisation de ces zones dans l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 5
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007.</p>
Constats : En termes de déchets, l'exploitant procède à un envoi tous les deux mois chez ONYX (déchets non dangereux). <p>Pour les déchets dangereux, les BSD attendus ont été présentés ; ils sont entièrement renseignés et classés dans le registre attendu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : détection de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.16
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.</p>
Constats : L'inspection a constaté que la chaudière n'est pas située en sous-sol. L'application de cet article ne contraint donc pas l'exploitant à l'installation d'une détection d'incendie (mais cf. à ce titre l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018). <p>La conduite de la chaudière est assurée sans présence permanente. Une alarme retentit toutes les heures afin qu'une personne vienne procéder aux vérifications nécessaires, mais cela ne constitue pas une présence permanente. L'exploitant a donc équipé la chaufferie d'une détection de gaz. L'inspection a pu constater la présence des capteurs afférents.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la procédure qui :</p> <ul style="list-style-type: none">- fixe les seuils de déclenchement des capteurs de gaz ;- coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.1
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abritent ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ;- 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.
Constats : L'inspection a constaté que la chaudière est disposée dans un local qui lui est uniquement dédié. Aucun stockage de matière combustible n'a été constaté à proximité. Par ailleurs, pour ce qui est du respect des distances d'éloignement, l'annexe II de l'arrêté du 03/08/2018 exonère ce site de leur respect (l'exploitant a indiqué que l'entrée en service de la chaufferie date de 1995).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <p>Les locaux (...) sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'au moins un extincteur par appareil de combustion ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (...);- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours(...);- d'un système de détection automatique d'incendie. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
Constats : L'inspection a constaté l'absence du système de détection automatique demandé. La fréquence de vérification des matériels est conforme aux prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eaux qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 98.000 m ³ par an. (...) Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure directe de volume totalisateur ou disposeront d'un autre moyen permettant de connaître le volume d'eau prélevé. Le relevé de ce dispositif doit être hebdomadaire, et ces informations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)
Constats : La déclaration GEREP 2021 de l'exploitant fait état d'un prélèvement de 68 000 m ³ . Le relevé de la consommation est effectué quotidiennement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : prescriptions particulières aux installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 9.1
Thème(s) : Autre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive, ...) et repérées par des couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;- à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte ou fermée.</p> <p>Les organes de sectionnement à distance sont doublés d'une commande manuelle. La position ouverte ou fermée de ces organes doit être signalée au personnel d'exploitation.</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion doit être aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>(...)</p> <p>Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>(...)</p>
Constats : L'inspection n'a pas de remarque à émettre quant à l'existence des éléments de sécurité listés (sauf contrôle de flamme). Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant de l'existence et du fonctionnement du dispositif de contrôle de flamme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 7.5
Thème(s) : Autre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p> <p>(...)</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>(...)</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que des liquides non compatibles sont associés à une même rétention, ce qu'a de facto reconnu l'exploitant puisqu'il indique ne pas prêter attention aux produits qui y sont associés (l'exploitant utilise des produits tels que le peroxyde d'hydrogène, de la soude, des savons, des acides (certes dilués), du persulfate de sodium...).</p> <p>Pour ce qui concerne les volumes des rétentions, l'inspection a constaté que ceux-ci suffisent au vu des contenants associés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.6
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.
Constats : Le local chaufferie dispose de ventilations haute et basse. Cependant, il a été constaté que la ventilation haute était obstruée aux 3/4. L'exploitant précise que cela se fait lors de la période d'arrêt de l'usine entre Noël et Nouvel afin de garder le local chaufferie hors gel. Si cela est entendable lorsque la chaudière est arrêtée, cette obstruction de la ventilation haute crée un risque de formation d'une atmosphère explosible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription